

## 6. Un environnement institutionnel et un cadre d'action en faveur de la nutrition

Une bonne nutrition contribue à une vie saine et productive, or la malnutrition demeure un problème sérieux dans de nombreuses régions, entraînant des coûts élevés pour les individus et les sociétés. Pour être pérennes, les solutions apportées à toutes les formes de malnutrition (dénutrition, carences en micronutriments, et surpoids et obésité) doivent être multisectorielles; cependant, les systèmes alimentaires et les politiques et institutions qui les façonnent jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la nutrition.

En évaluant et en modelant chaque élément du système alimentaire, les décideurs publics, les producteurs, les consommateurs et d'autres parties prenantes peuvent donner naissance à un système plus efficace sur le plan nutritionnel, dans lequel les assortiments alimentaires sont disponibles, accessibles, diversifiés et d'une bonne qualité nutritionnelle. Cet objectif doit aussi donner lieu à des modes de production et de consommation plus durables. On retrouve d'ailleurs cette aspiration dans les principes fondamentaux prônés par les institutions de développement internationales et les organes interinstitutions des Nations Unies dans le but de renforcer l'impact des programmes, politiques et investissements agricoles liés à la nutrition (encadré 11).

Le système alimentaire est un élément essentiel de toute stratégie visant à améliorer la nutrition, mais il appartient à un ensemble interconnecté de secteurs et de dispositifs, notamment ceux de la santé et de l'assainissement. Le présent rapport s'intéresse à l'apport que les systèmes alimentaires peuvent avoir en matière de nutrition. Il répertorie et examine les données disponibles sur les mesures que l'on peut prendre aux différents stades du système alimentaire – de la production à la consommation – pour améliorer la nutrition.

Cette démarche fondée sur l'alimentation est souvent opposée à des approches plus médicales, reposant sur des compléments. Si l'emploi de compléments se justifie dans certains cas, un régime alimentaire équilibré sur les plans calorique et nutritionnel est généralement suffisant et procure tous les bienfaits de l'ensemble varié de macronutriments fournisseurs d'énergie, de micronutriments et de fibres présents dans l'alimentation.

La complexité des facteurs de nutrition et le large éventail d'acteurs influant sur les systèmes alimentaires font que l'approche la plus efficace est celle qui associe de multiples parties prenantes et secteurs<sup>24</sup>. Cela sous-entend de comprendre les relations entre les acteurs, et de quelle manière ceux-ci se rattachent les uns aux autres et s'influencent mutuellement. Le fait de prendre en compte le système alimentaire dans sa globalité pour traiter les questions nutritionnelles offre un cadre dans lequel il est possible de définir, concevoir et mettre en œuvre des interventions fondées sur l'alimentation pour améliorer la nutrition. Les systèmes alimentaires évoluent rapidement, mais les décisions des pouvoirs publics peuvent orienter cette évolution.

### ■ Définir une vision commune

Une activité et des sommes considérables ont été consacrées à la lutte contre la malnutrition à l'échelle planétaire. Des progrès ont été accomplis: dans certains pays, la malnutrition a reculé sensiblement ces dernières décennies. Cependant, ces progrès ont été inégaux, et il est urgent aujourd'hui

<sup>24</sup> Voir Banque mondiale (2013) pour consulter des directives sur l'intégration des interventions nutritionnelles dans des actions multisectorielles, avec comme fils directeurs l'agriculture, la protection sociale et la santé.

## ENCADRÉ 11

**Principes directeurs pour l'amélioration de la nutrition au moyen de l'agriculture**

Un examen systématique par la FAO des directives récemment publiées sur la programmation agricole axée sur la nutrition (Herforth, 2013) a fait ressortir un début de consensus autour des recommandations suivantes:

**Planification de la nutrition**

1. **Incorporer des objectifs nutritionnels explicites** dans les politiques agricoles et la conception des programmes.
2. **Évaluer le contexte général** et les causes de la malnutrition au niveau local, de façon à maximiser l'efficacité et réduire les effets indésirables.
3. **Ne pas nuire.** Recenser les dommages potentiels, élaborer un plan d'atténuation et mettre en place un système de suivi bien huilé.
4. **Mesurer l'impact nutritionnel au moyen du suivi et de l'évaluation des programmes.**
5. **Prévoir une coordination multisectorielle** afin d'exploiter au maximum le champ des possibles.
6. **Optimiser les effets du revenu des ménages** sur la nutrition, en augmentant le revenu des femmes, par exemple.
7. **Élargir l'accès équitable aux ressources productives.**
8. **Cibler les populations les plus vulnérables.**

**Mise en action**

Toutes les approches doivent:

9. **Renforcer l'autonomie des femmes,** qui sont les premières dispensatrices de soins du ménage, par différents moyens: revenu; accès aux services de vulgarisation et information; prévention de tout ce qui risquerait de dégrader leur capacité à s'occuper des enfants; technologies susceptibles de leur économiser du travail et du temps; et défense de leurs droits à la terre, à l'éducation et à l'emploi.
10. **Prévoir une éducation nutritionnelle** pour améliorer les effets des

interventions sur la consommation et la nutrition. Employer des agents de vulgarisation agricole pour communiquer sur la nutrition chaque fois que possible.

11. **Gérer les ressources naturelles** en vue d'une amélioration de la productivité, d'une meilleure résilience en cas de choc, d'une adaptation au changement climatique et d'un accès plus large et équitable aux ressources grâce à la préservation des sols, de l'eau et de la biodiversité.

Ces approches peuvent être combinées aux suivantes:

12. **Diversifier la production et les moyens d'existence** pour améliorer l'accès à la nourriture et la diversification du régime alimentaire, la gestion des ressources naturelles, la réduction des risques et le revenu.
13. **Accroître la production d'aliments nutritifs,** en particulier les variétés adaptées aux conditions locales et riches en micronutriments et en protéine, choisies en tenant compte des problèmes nutritionnels qui se posent et des solutions disponibles à l'échelle locale.
14. **Réduire les pertes après récolte et renforcer la transformation.**
15. **Accroître l'accès aux marchés et les débouchés commerciaux,** en particulier des petits exploitants.
16. **Diminuer la saisonnalité de l'insécurité alimentaire** en améliorant les capacités de stockage et de conservation, et par d'autres approches.

**Création d'un environnement porteur**

17. **Améliorer la cohérence des politiques élaborées pour soutenir la nutrition,** y compris les politiques de prix des produits alimentaires, les subventions, les politiques commerciales et les politiques favorables aux pauvres.

## ENCADRÉ 11 (SUITE)

**18. Renforcer l'efficacité de la gouvernance de la nutrition**, en définissant une stratégie et un plan d'action nationaux dans ce domaine, en allouant des ressources budgétaires adéquates et en mettant en place une surveillance nutritionnelle.

**19. Renforcer les capacités** des ministères à l'échelon national ainsi qu'au niveau des districts et au niveau local.

**20. Communiquer et poursuivre les activités de plaidoyer à propos de la nutrition.**

de mieux tirer parti des possibilités d'amélioration de la nutrition qu'offre le système alimentaire. L'expérience acquise dans divers pays qui ont mis en œuvre des programmes nutritionnels montre qu'il est impératif de définir une vision commune de la nutrition. Au niveau international, le mouvement Renforcer la nutrition (SUN), les principes du droit à l'alimentation et d'autres initiatives telles que le partenariat REACH des Nations Unies (partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants) s'emploient à fournir les cadres et le soutien nécessaires (encadré 12). Parallèlement, des contributions externes peuvent servir de catalyseur au niveau national.

Il est possible d'élaborer une vision commune en définissant la stratégie nutritionnelle sur la base des objectifs nationaux de réduction de la pauvreté et de consommation durable. Au Pérou, par exemple, la société civile et d'autres parties prenantes, réunies au sein de la CNI (Child Nutrition Initiative), ont œuvré pour que l'on intègre des objectifs nutritionnels dans la stratégie pour la réduction de la pauvreté (IDS, 2012). Au Brésil, la Campagne contre la faim et le programme Faim Zéro qui a suivi ont été élaborés dans le cadre d'une stratégie de réduction de la pauvreté et de la faim, ce qui leur a conféré une portée dépassant le cadre du seul secteur sanitaire. Au Sénégal, la nutrition a été intégrée comme une priorité pour le développement dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

L'expérience acquise dans les pays dont les stratégies nutritionnelles ont été couronnées de succès, tels que le Brésil, le Pérou et le Sénégal, montre qu'une direction et un engagement sans faille des pouvoirs publics jouent un rôle essentiel (Acosta et Fanzo, 2012; Garrett et Natalicchio, 2011). Une direction politique forte, comme celle observée au Brésil, par exemple, est indispensable pour bâtir des coalitions et

susciter un engagement vigoureux, d'autant que la nutrition ne dispose généralement pas de sa propre base institutionnelle, telle qu'un ministère de la nutrition.

Il est inévitable que les décideurs publics et d'autres acteurs aient des vues différentes, et parfois divergentes, sur les questions nutritionnelles. Cette situation est due en partie au fait que la malnutrition est souvent invisible; que les personnes qui en souffrent n'ont généralement aucun moyen de se faire entendre; et que les interventions nécessitent des activités intersectorielles. L'une des étapes clés de la définition d'une vision commune consiste à réunir les divers secteurs et acteurs. En Ouganda, par exemple, ce processus a débuté par des forums entre parties prenantes organisés par le secteur de la santé (Namugumya, 2012). Un groupe de travail technique chargé des activités de plaidoyer en faveur de la nutrition a également été créé; son champ d'action englobe la santé et l'agriculture, mais aussi l'éducation, la parité hommes-femmes et la population, et il comprend les organismes responsables de la statistique, la société civile, les médias et les universités.

Cette vision commune doit conduire à faire mieux connaître les effets de la malnutrition et la politique de lutte contre celle-ci, ce qui nécessite des actions de plaidoyer énergiques. En Inde, la Campagne pour le droit à l'alimentation s'est révélée extrêmement efficace, notamment parce qu'elle a réussi à élaborer un argumentaire convaincant sur la gravité de la dénutrition, à rendre les questions de nutrition visibles et à les intégrer dans le programme d'action. Les acteurs de la Campagne travaillent en étroite collaboration avec le Conseil consultatif national (NAC) et les commissaires de la Cour suprême maintiennent la pression sur les pouvoirs publics pour que ceux-ci prennent des mesures et obtiennent des résultats. L'obligation redditionnelle est

## ENCADRÉ 12

## Gouvernance de la nutrition au niveau international

Les causes de la malnutrition sont diverses et concernent plusieurs secteurs, parmi lesquels l'agriculture, la santé, l'éducation, les affaires sociales, le développement économique et le commerce. Pourtant, si la nutrition est l'affaire de tous, elle manque d'une base institutionnelle. Il est essentiel qu'elle puisse disposer d'une structure de gouvernance internationale efficace, susceptible d'assurer la direction et la coordination des initiatives et de contribuer à relever les défis inhérents à la nature multisectorielle de la lutte pour l'éradication de la malnutrition.

Globalement, l'attention portée à la nutrition n'a jamais été aussi soutenue et le regain d'intérêt qu'elle suscite s'accompagne d'une volonté accrue de collaborer. Dans certains cas, ce phénomène a donné lieu à de nouvelles plateformes de collaboration multisectorielles, telles que le mouvement SUN et le partenariat REACH. De même, il a renforcé l'importance d'initiatives conjointes existantes, comme le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies ou le Groupe sectoriel global chargé de la nutrition dans les situations d'urgence. Ces mécanismes peuvent aider à resserrer la collaboration entre les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales dont les mandats ont trait, directement ou indirectement, à la sécurité alimentaire et aux résultats nutritionnels. Ils facilitent également le dialogue et la collaboration entre parties prenantes et entre acteurs de différents secteurs. Il est toutefois essentiel de bien en comprendre les différences et les complémentarités afin de les utiliser efficacement et de potentialiser leur apport.

Le **Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies** harmonise et coordonne les orientations générales et techniques et la programmation entre organismes des Nations Unies travaillant dans le domaine de la nutrition. Il assure une direction stratégique mondiale et des activités de plaidoyer, fournit des

orientations et permet un échange de connaissances sur la nutrition entre organismes du système des Nations Unies et avec d'autres spécialistes de la planification non onusiens.

Le **mouvement SUN** (Renforcement de la nutrition) est une initiative dirigée par les pays qui a contribué, depuis son lancement en 2010, à relever le niveau de priorité de la nutrition dans les programmes d'action publique, tant au niveau national et qu'au niveau international. Ce mouvement réunit des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des instituts de recherche, des organisations de la société civile, des ONG, des acteurs du secteur privé et des organisations et partenaires de développement international. Le cadre d'action du mouvement SUN vise principalement à développer les interventions qui ciblent les 1000 premiers jours de la vie, de la conception à l'âge de deux ans (Bezanson et Ilsenman, 2010). Une feuille de route a été définie en ce sens, fournissant des directives pratiques d'action conjointe, qui doivent être adoptées pays par pays. Plus de 100 organisations et 28 pays ont rejoint ce mouvement.

Le partenariat **REACH**, qui vise à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, a été mis en place par la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'OMS pour faciliter, appuyer et coordonner l'action en matière de nutrition entre les parties prenantes à l'échelle d'un pays. Il promeut une approche globale de la lutte contre la dénutrition dans le contexte du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1), afin d'aider les gouvernements à planifier, hiérarchiser et gérer les activités intersectorielles liées à la nutrition, qui font intervenir de multiples parties prenantes.

Les relations entre le Comité permanent de la nutrition, le partenariat REACH et le mouvement SUN sont des relations de complémentarité. Le Comité permanent

## ENCADRÉ 12 (SUITE)

de la nutrition s'efforce d'imprimer une cohérence stratégique dans les politiques et les programmes du système des Nations Unies. Le partenariat REACH mobilise le travail de ces organismes pour soutenir les pouvoirs publics des pays dans leur lutte contre la malnutrition, notamment en les aidant à honorer les engagements pris dans ce but auprès du mouvement SUN et d'autres organes. En tant que partie prenante du mouvement SUN, le Comité permanent de la nutrition peut servir de porte-parole des Nations Unies pour les questions de nutrition.

Le Groupe de coordination des groupes sectoriels globaux réunit des organismes et organisations opérant à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des interventions humanitaires et de renforcer le travail en partenariat entre acteurs onusiens et non onusiens. L'UNICEF assure la direction du **Groupe sectoriel mondial de la nutrition**, l'OMS, celle du **Groupe sectoriel mondial de la santé**, tandis que la FAO et le PAM dirigent conjointement le **Groupe sectoriel mondial de la sécurité alimentaire**. Les chefs des groupes sectoriels respectifs au niveau des pays sont désignés en fonction des capacités sur le terrain. Dans tous les cas, chaque groupe sectoriel fournit des outils concrets et un soutien en matière de coordination, de préparation aux situations d'urgence, d'évaluation, de suivi et de renforcement des capacités.

Dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, un petit nombre de dispositifs de programmation conjointe ont été créés pour renforcer l'harmonisation et l'efficacité au sein du système onusien. Parmi ceux-ci, l'expérience acquise avec les programmes conjoints des Nations Unies et avec ceux élaborés dans le cadre

du créneau thématique que le Fonds pour la réalisation des OMD consacre aux enfants, à la nutrition et à la sécurité alimentaire a montré que la nutrition était un point d'entrée efficace pour parvenir à la planification conjointe. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) guide l'intégration des initiatives menées par les organismes des Nations Unies.

L'**Alliance contre la faim et la malnutrition** (ACFM) est une initiative mondiale liant des organismes des Nations Unies, des gouvernements, des organisations de la société civile et des ONG en une coalition de plaidoyer et d'action. Elle offre un espace dans lequel les États et les organisations de la vie civile peuvent découvrir leurs points communs et bâtir des relations de travail. Le potentiel contributif de ces partenariats dirigés par les pays a été bien compris par des mécanismes mondiaux tels que l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

De nombreuses initiatives internationales axent leur action sur la lutte contre le surpoids et l'obésité ainsi que sur les maladies non transmissibles associées. C'est le cas notamment de la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé, adoptée par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2004, et du Plan d'action 2008-2013 de l'OMS pour la mise en œuvre de cette stratégie. Parmi les autres initiatives clés, citons la Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, votée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011.

indispensable pour que la nutrition ne replonge pas dans l'obscurité et que les plans se transforment en actions et aboutissent aux résultats escomptés. Cependant, les activités de plaidoyer et l'obligation redditionnelle ne porteront leurs fruits que si la société civile est pleinement associée et participe au processus politique, à tous les niveaux. Benson

(2008) et Namugumya (2012) soulignent l'importance de s'employer activement à trouver des soutiens au sein des institutions gouvernementales, lesquels prendront ensuite aux yeux de tous la direction des actions de plaidoyer destinées à placer la santé et la nutrition au rang des priorités des États et des institutions gouvernementales.

## De meilleures données pour une meilleure prise de décisions

Pour être efficaces, l'élaboration des politiques, l'obligation redditionnelle et les activités de plaidoyer doivent s'appuyer sur une évaluation correcte de la situation nutritionnelle. Le présent rapport a montré que de nombreux pays ne disposent pas des données et des indicateurs de base nécessaires pour apprécier et suivre cette situation, un état de fait qui témoigne également du manque de recherches sur les liens entre le système alimentaire et la nutrition. Or, ces recherches sont indispensables pour concevoir une collecte de données efficiente et aider à l'élaboration d'indicateurs présentant un bon rapport coût-efficacité.

L'absence de données adéquates s'est révélée problématique en Colombie, lors de l'élaboration du Plan d'amélioration de l'alimentation et de la nutrition d'Antioquia (Garrett et Natalicchio, 2011). Une enquête réalisée en 2005 en Éthiopie a montré que la malnutrition atteignait des sommets dans les régions où la productivité agricole était la plus élevée. Cette situation paradoxale n'aurait peut-être pas été détectée sans les données produites par cette enquête. Des informations nutritionnelles précises et disponibles en temps opportun contribuent aussi à l'efficacité des initiatives de plaidoyer (IDS, 2012). La collecte, à intervalles réguliers, de données sur les résultats obtenus est importante pour l'établissement d'un consensus, pour la coordination et pour la répartition des fonds. De ce fait, la demande d'informations doit également être gérée entre secteurs. Un suivi efficace représente un volet important de la gouvernance de la nutrition.

## Une coordination efficace est essentielle

La malnutrition ayant des causes multiples – régimes alimentaires médiocres, eau insalubre, maladies et soins inappropriés aux enfants –, il est nécessaire de recourir à des interventions multisectorielles et de les coordonner. L'expérience tirée des programmes conjoints des Nations Unies, en particulier dans le domaine d'activité

«Enfance, sécurité alimentaire et nutrition» du Fonds pour la réalisation des OMD, montre l'importance de la coordination entre toutes les parties prenantes, notamment les autorités locales et la société civile (Fonds pour la réalisation des OMD, 2013).

L'efficacité de la coordination horizontale a été l'une des clés de la réussite du programme Faim Zéro ainsi que d'autres programmes, moins ambitieux toutefois. Au Brésil, la formulation, l'adoption et la mise en œuvre des politiques en faveur de la nutrition sont coordonnées par le Système national de sécurité alimentaire et de nutrition (SISAN). Ce système regroupe 17 ministères et est dirigé par le Président. Toujours au Brésil, le Congrès a contribué à la collaboration intersectorielle en légitimant les initiatives et en facilitant la communication entre les différentes parties prenantes, comme les ministères, les administrations d'État, les administrations municipales et la société civile (Acosta, 2011a). Cette dernière a également joué un rôle important à travers le Conseil national de la sécurité alimentaire (Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional – CONSEA), constitué pour deux tiers de membres de la société civile et pour un tiers de représentants des pouvoirs publics. Le CONSEA assure des fonctions d'appui, de suivi et de conseil pour la formulation des politiques et programmes d'alimentation et de nutrition.

Au Pérou, les bons résultats obtenus dans la réduction de la malnutrition sont dus en partie à la croissance économique, mais bien plus encore à l'amélioration des structures et mécanismes de coordination nationale, à l'augmentation des financements publics et privés consacrés aux programmes nutritionnels, et à l'alignement des programmes sociaux avec la stratégie nutritionnelle nationale (Acosta, 2011b). La Table ronde pour la réduction de la pauvreté (Mesa de Concertación para la Lucha Contra la Pobreza – MCLCP) a largement concouru à renforcer le dialogue et la coordination. Depuis les années 80, on a tenté à de nombreuses reprises de créer des organes similaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais beaucoup n'ont eu qu'un impact limité, du fait de fonctions de coordination et de dialogue mélangées, du manque d'un financement adéquat et d'une absence de volonté politique. Les exemples

du CONSEA et de la MCLCP illustrent les facteurs qui facilitent la mise en œuvre de mécanismes et d'organes destinés à améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. On observe des différences, mais les principaux enseignements sont les mêmes dans les deux dispositifs:

- Le processus doit être conduit par les pays.
- Des organes séparés doivent être mis en place pour la coordination gouvernementale interne, d'une part, et pour le dialogue sur les mesures à prendre, la participation et la coordination de l'action des parties prenantes, d'autre part.
- Les arrangements institutionnels doivent être dotés de ressources adéquates.
- Des organes décentralisés doivent être créés afin de permettre à ces mécanismes de fonctionner aux niveaux national et infranational.

L'importance de la coordination intersectorielle est également mise en évidence par l'exemple du Bangladesh, pays dont la politique nutritionnelle a évolué sur une longue période. Pour diverses raisons, la coordination multisectorielle s'y est révélée insuffisante et, bien que les donateurs jouent un rôle important, ils semblent davantage soucieux du respect de l'obligation redditionnelle au niveau des programmes que de la coordination entre les différents secteurs (Taylor, 2012a). À l'évidence, le soutien des donateurs a été crucial, mais n'a pas fourni de cadre ni d'incitations à la coopération et la programmation intersectorielles.

En Inde, la malnutrition s'est imposée comme un problème important aux yeux des décideurs publics sous l'effet conjugué d'un activisme judiciaire, des activités des commissaires de la Cour suprême, de la Campagne pour le droit à l'alimentation et de l'attention portée par les médias à cette question. En 2001, une série d'ordonnances a octroyé des droits légaux à bénéficier des interventions de l'État contre la malnutrition. La Campagne pour le droit à l'alimentation, née du procès, a été l'un des facteurs clés de l'intégration de la malnutrition dans le programme d'action. Malgré ces avancées, il semble y avoir peu de coordination intersectorielle entre les organismes publics et non publics et même entre les ministères.

Une analyse récente a permis d'établir qu'il n'existait pas d'organes de coordination, de plans de travail intégrés ni de lignes budgétaires conjointes pour la lutte contre la malnutrition (Mohmand, 2012).

Dans de nombreux pays, des difficultés importantes ont jusqu'à présent entravé les efforts de coordination. Le manque de financement et de nutritionnistes qualifiés et l'incapacité de réunir les acteurs de haut niveau ont été considérés comme des facteurs limitants (Taylor, 2012b). La coordination peut être renforcée par le biais des examens des politiques multisectorielles et des évaluations de leur impact. Ainsi, une évaluation de l'impact des projets agricoles peut comprendre des indicateurs d'effets directs en matière de santé et de nutrition. Parallèlement, il convient de mettre en place des incitations au renforcement de la collaboration intersectorielle. Garrett et Natalicchio (2011) notent que les liens institutionnels qui sont noués à partir d'incitations communes – aspects financiers et mise en commun de la réussite – sont un aspect essentiel de l'efficacité de la coordination.

En Afrique, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) facilite la planification et la coordination. On s'efforce désormais d'intégrer la nutrition dans les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire qui sont établis au titre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Une coordination verticale efficace est également nécessaire. Un processus de décision très centralisé, pour la planification financière et pour la conception des programmes, entraîne un manque de coordination avec les collectivités locales et au niveau local lui-même. La prestation de services est plus efficace au niveau des collectivités, autrement dit, lorsqu'elle est décentralisée. La collaboration multisectorielle est également plus simple au niveau infranational. Une coordination verticale est donc très importante, mais elle ne peut être efficace que si les capacités de mise en œuvre existent. La création d'incitations à la collaboration entre les acteurs de l'administration centrale, des administrations d'État et des collectivités locales est essentielle pour atteindre cet objectif.

Les incitations à intensifier la coopération intersectorielle et à améliorer la coopération verticale résultent pour partie de modalités de financement particulières. Dans le cadre du programme *Bolsa Família* au Brésil, par exemple, les paiements aux familles pauvres étaient assortis d'une obligation d'envoyer les enfants à l'école et de réaliser des bilans de santé réguliers, ce qui a encouragé la coordination entre les ministères de la santé et de l'éducation. De même, le programme de repas scolaires était tenu d'effectuer ses achats de produits alimentaires auprès des producteurs locaux. Le Gouvernement brésilien a également fourni un soutien supplémentaire aux municipalités les plus pauvres pour la mise en œuvre du programme *Bolsa Família* (Acosta, 2011a). De manière générale, la transparence des allocations budgétaires est un facteur déterminant pour préserver la collaboration intersectorielle.

L'introduction de nouveaux types de semences ou de produits alimentaires impose que la législation et la réglementation nécessaires soient en place, pour traiter les questions environnementales et sanitaires, par exemple. Là encore, la collaboration intersectorielle joue un rôle important. Au Burkina Faso et au Mali, par exemple, les Ministères de l'environnement jouent un rôle moteur pour ce qui est de la réglementation en matière de biosécurité, mais le Ministère de la santé est également un acteur important, tout comme le Ministère de l'agriculture. Parallèlement, les organisations paysannes, les organisations de femmes rurales, les organisations de consommateurs, les ONG et l'industrie alimentaire sont directement associées au processus, et cherchent toutes à l'infléchir en fonction de leurs intérêts propres (Birner *et al.*, 2007). La législation et la réglementation sont également des facteurs importants pour la gouvernance de la chaîne de production, dont la complexité augmente à mesure que le système alimentaire se transforme.

Les organismes doivent disposer des capacités requises en matière de coordination, de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. En Zambie, l'augmentation du nombre de nutritionnistes qualifiés travaillant dans le principal organe de coordination pourrait améliorer cette dernière (Taylor, 2012b). La formation

du personnel à la nutrition contribue également beaucoup à instaurer un langage commun entre les acteurs des différents secteurs. Au Sénégal, l'intervention d'ONG compétentes et la formation ont permis au programme de renforcement de la nutrition de fonctionner correctement au niveau local (Garrett et Natalicchio, 2011).

Un grand nombre d'acteurs et d'institutions doivent travailler ensemble, tous secteurs confondus, à renforcer l'efficacité de la lutte contre la dénutrition, les carences en micronutriments et le surpoids et l'obésité. Une bonne gouvernance, qui indique la voie à suivre, coordonne efficacement les actions et resserre la collaboration entre les nombreuses parties prenantes, est une priorité absolue.

### Messages clés du rapport

Les principales conclusions de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013: mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition* sont les suivantes:

- **La malnutrition, sous toutes ses formes, entraîne des coûts humains et économiques inacceptables pour la société.** Les coûts associés à la dénutrition et aux carences en micronutriments sont plus élevés que ceux associés à l'excès pondéral et à l'obésité, bien que ces derniers connaissent une croissance rapide, même dans les pays à faible revenu ou dans les pays à revenu intermédiaire.
- **Pour s'attaquer à la malnutrition, il convient d'adopter une approche multisectorielle qui englobe des interventions complémentaires au niveau des systèmes alimentaires, de la santé publique et de l'éducation.** Cette approche facilite par ailleurs la poursuite d'objectifs multiples, notamment l'amélioration de la nutrition, l'égalité des sexes et la durabilité environnementale.
- **Dans le cadre d'une approche multisectorielle, les systèmes alimentaires offrent de nombreuses possibilités d'interventions débouchant sur une amélioration des régimes**



**alimentaires et de la nutrition.** Certaines de ces interventions ont pour objectif principal d'améliorer la nutrition. D'autres menées au niveau des systèmes alimentaires et dans l'environnement économique, social ou politique général peuvent avoir un effet sur la nutrition même si tel n'est pas leur objectif premier.

- **Il demeure essentiel d'accroître la production et la productivité agricoles pour améliorer la nutrition, mais ce n'est pas tout.** Il faut poursuivre la recherche agronomique en vue d'améliorer la productivité, mais il convient aussi de faire une plus grande place aux aliments riches en éléments nutritifs tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les produits d'origine animale, et aux systèmes de production plus durables. Les interventions menées au niveau de la production sont plus efficaces lorsqu'il est tenu compte des rôles dévolus par la société aux deux sexes et lorsqu'elles sont accompagnées d'une éducation nutritionnelle.
- **Du point de vue de l'amélioration de la nutrition et de la mise en place de systèmes alimentaires plus durables, les chaînes de production traditionnelles et les chaînes de production modernes présentent toutes deux des risques mais ouvrent aussi des possibilités.** En améliorant les chaînes de production traditionnelles, on pourra contribuer à réduire les pertes, à faire baisser les prix et à diversifier les choix des ménages à revenu relativement faible. Le développement de la vente au détail et de la transformation modernes des produits alimentaires peut faciliter le recours à l'enrichissement des aliments pour lutter contre la malnutrition, mais la disponibilité accrue de produits fortement transformés et conditionnés peut favoriser l'excès pondéral et l'obésité.
- **En définitive, ce sont les consommateurs qui choisissent ce qu'ils mangent et donc ce que le système alimentaire produit.** Cependant, les pouvoirs publics, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile peuvent, les uns comme les autres, aider le consommateur à faire des choix plus sains, à produire moins de déchets et à contribuer à l'utilisation durable des ressources, en lui fournissant des informations claires et justes et en veillant à ce qu'il ait accès à des aliments variés et nutritifs.
- **Une meilleure gouvernance, facilitée par un soutien politique de haut niveau, des systèmes alimentaires à tous les niveaux est nécessaire à l'élaboration d'une vision commune, à l'appui à des politiques reposant sur des éléments concrets et à la promotion d'une coordination et d'une collaboration efficaces au moyen de mesures intégrées et multisectorielles.**